

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2000 — 752

[C — 2000/33021]

17 JANVIER 2000. — Décret portant création d'un office de l'emploi en Communauté germanophone (1)

Le Conseil de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Création et attributions de l'office de l'emploi de la Communauté germanophone*

Article 1^{er}. Il est créé un « Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft » (Office de l'emploi de la Communauté germanophone), ci-après dénommé « l'Office ».

L'Office de l'emploi est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique et classé dans la catégorie B visée à l'article 1 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. L'Office est soumis aux dispositions de cette loi, sauf dérogation prévue par le présent décret.

L'Office a son siège à Saint-Vith.

Art. 2. § 1er. En ce qui concerne l'emploi, l'Office a pour mission :

- 1° d'organiser et de promouvoir le recrutement et le placement des travailleurs;
- 2° d'intervenir dans la rémunération des chômeurs involontaires d'âge avancé, handicapés ou considérés comme difficiles à placer pour d'autres motifs et qui sont recrutés à son intervention.
- 3° d'intervenir dans les dépenses inhérentes à la sélection, la formation professionnelle ou la réinstallation du personnel recruté par les employeurs en vue de la création, de l'extension ou de la reconversion d'entreprises;
- 4° d'intervenir dans les frais de réinstallation des travailleurs en chômage;
- 5° d'intervenir dans la rémunération des travailleurs touchés par la reconversion de leur entreprise;
- 6° d'intervenir en tant qu'employeur de travailleurs intérimaires;
- 7° de participer à la réalisation de programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées;
- 8° de réaliser des mesures de remplacement en faveur de travailleurs licenciés ou menacés de licenciement.

§ 2. En ce qui concerne la formation professionnelle, l'Office a pour mission de promouvoir et d'organiser la formation et la formation continue ainsi que la réadaptation professionnelle des demandeurs d'emploi et des travailleurs, à l'exception de la formation permanente des Classes moyennes et de la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture.

§ 3. En ce qui concerne l'emploi et la formation professionnelle, l'Office a aussi pour mission :

1° d'assurer l'orientation professionnelle, l'information sur les professions et la détermination des aptitudes professionnelles;

2° de participer à l'information sur la situation du marché de l'emploi;

3° de participer à l'étude du marché de l'emploi et des professions.

§ 4. Les missions définies aux §§ 1er à 3 s'étendent à leurs aspects internationaux. Dans le cadre de ces attributions, l'Office respecte les obligations imposées aux services publics de l'emploi et de la formation professionnelle par ou en vertu de législations supranationales, notamment celle de l'Union européenne.

Art. 3. Les prestations de l'Office sont en principe gratuites pour les entreprises, les travailleurs et demandeurs d'emploi.

Le Gouvernement de la Communauté germanophone peut, sur proposition ou sur avis du Comité de gestion, autoriser des dérogations au principe de gratuité pour des entreprises, certaines catégories de travailleurs ou pour des services spécifiques, tels que la sélection du personnel, le placement d'interimaires, les mesures de qualification, le remplacement ou la publication d'offres d'emploi et arrêter les règles de tarification. Le Comité de gestion de l'Office détermine quant à lui les différents taux.

Art. 4. § 1er. L'exercice des missions de l'Office est régi par un contrat de gestion conclu entre le Gouvernement de la Communauté germanophone et l'Office.

Le contrat de gestion est conclu pour la durée d'une législature du Conseil de la Communauté germanophone.

§ 2. Le contrat de gestion comprend :

- les données relatives aux moyens mis à disposition par la Communauté germanophone;

- les données de l'Office relatives aux objectifs quantitatifs et qualitatifs, aux échéances et aux moyens à mettre en oeuvre pour accomplir ses missions.

§ 3. Le contrat de gestion est approuvé à l'unanimité par les membres présents du Comité de gestion. Si l'unanimité n'est pas recueillie lors du premier vote, la décision est prise à la majorité des voix lors d'une nouvelle réunion qui a lieu après 30 jours au moins et 60 jours au plus.

§ 4. Le contrat de gestion est adopté par arrêté du Gouvernement et entre en vigueur à la date qui y est fixée. Il est transmis pour information au Conseil de la Communauté germanophone dans les trente jours.

§ 5. L'exécution du contrat de gestion fait l'objet d'un rapport annuel établi par le Comité de gestion et transmis au Gouvernement de la Communauté germanophone au plus tard le trente avril de l'année suivante. Ce rapport est accompagné d'une analyse d'exploitation réalisée sur la base d'une comptabilité analytique.

Le Gouvernement de la Communauté germanophone dépose le rapport annuel et l'analyse d'exploitation relatifs à l'année écoulée au Conseil de la Communauté germanophone au plus tard le premier juin de l'année suivante.

Art. 5. Dans les limites de ses attributions, l'Office peut conclure des accords avec des partenaires belges ou étrangers et est habilité à faire partie de personnes morales de droit public ou privé régies par une législation belge, étrangère ou supranationale.

Ces accords peuvent prendre la forme d'une participation en capital.

Ces accords et/ou les statuts des personnes morales dont fait partie l'Office doivent prévoir les modalités du contrôle exercé par le Gouvernement de la Communauté germanophone.

CHAPITRE III. — *Gestion*

Section 1^{re}. — Comité de gestion

Art. 6. § 1. L'Office est dirigé par un Comité de gestion composé des membres suivants :

1° un président;

2° quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs;

3° quatre représentants des organisations représentatives des employeurs;

4° deux représentants des communes de la région de langue allemande;

5° deux représentants des écoles secondaires;

6° un représentant des centres de formation et de formation continue dans les Classes moyennes;

7° un représentant des pouvoirs organisateurs de mesures de formation et d'intégration professionnelle soutenus par la Communauté germanophone.

Les membres visés aux points 2 à 7 ont voix délibérative.

§ 2. Font partie du Comité de gestion avec voix consultative :

1° un représentant du Ministère de la Communauté germanophone désigné par le Gouvernement;

2° le fonctionnaire dirigeant de l'Office;

3° un autre membre du personnel de l'Office, désigné par le fonctionnaire dirigeant et chargé du secrétariat du Comité de gestion.

§ 3. Les membres du Comité de gestion doivent maîtriser la langue allemande. Les membres visés au § 1er doivent être domiciliés dans une commune de la région de langue allemande.

§ 4. Pas plus de la moitié des membres visés au § 1er, 2° à 7°, ne peut être du même sexe.

§ 5. La qualité de membre du Comité de gestion ayant voix délibérative est incompatible avec celle de membre de la Chambre des représentants, du Sénat, du Conseil régional wallon, du Conseil de la Communauté germanophone, du Parlement européen, du Conseil provincial, avec celle de membre du Gouvernement fédéral, du Gouvernement de la Région wallonne ou de la Communauté germanophone, avec celle de Gouverneur de la province, de membre de la députation permanente du Conseil provincial, de Commissaire d'arrondissement ou de membre du personnel de l'Office.

§ 6. Sur invitation du Comité de gestion, des experts peuvent être amenés à participer de manière ponctuelle, avec voix consultative, aux réunions du Comité de gestion.

Art. 7. § 1er. Le Gouvernement de la Communauté germanophone nomme le président du Comité de gestion. Celui-ci doit être âgé d'au moins trente ans, être indépendant des organisations et organismes représentés au Comité de gestion et ne peut relever du pouvoir hiérarchique du Gouvernement ou des membres du Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté germanophone nomme les membres du Comité de gestion visés à l'article 6, § 1er, 2° à 7° à partir de listes doubles reprenant les candidats proposés par les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs, les communes, les écoles secondaires, les centres de formation et de formation continue dans les Classes moyennes et les pouvoirs organisateurs de mesures de formation et d'intégration professionnelle. Si aucun acte de présentation commun n'est remis par les organisations, communes, écoles et pouvoirs organisateurs habilités à présenter des candidats, le Gouvernement fait son choix parmi les différents actes de présentation.

§ 3. Les actes de présentation visés au § 2 doivent être introduits dans les deux mois suivant l'invitation écrite du Gouvernement en vue de la désignation des candidats.

§ 4. Chacune des listes doubles visées au § 2 comprend un homme et une femme par acte de présentation.

§ 5. Les membres du Comité de gestion sont nommés pour cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Le mandat des membres du Comité de gestion prend fin en cas de décès, de démission volontaire, de déchéance des droits civils et politiques, de la perte du mandat de l'organisation ou de l'organisme habilité à présenter des candidats ou si l'une des incompatibilités visées à l'article 6, § 5 est constatée.

Si un mandat devient vacant au Comité de gestion, le Gouvernement nomme, dans les trois mois, un nouveau membre conformément à la procédure décrite aux §§ 1er à 4. Le nouveau membre du Comité de gestion achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 8. Le Comité de gestion ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative est présente. Quel que soit le nombre de membres avec voix délibérative présents, il peut prendre des décisions valables sur les points inscrits pour la deuxième fois à l'ordre du jour.

Les décisions du Comité de gestion sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si la majorité absolue n'est pas atteinte au premier scrutin, la décision peut être prise à la majorité relative lors d'une réunion ayant lieu au moins 14 jours après le premier scrutin. En cas de parité des voix lors de cette réunion, la proposition est censée être rejetée.

Art. 9. Le Gouvernement de la Communauté germanophone fixe le montant des indemnités et jetons de présence qui sont octroyés aux membres du Comité de gestion à charge du budget de l'Office.

Section 2. — Missions du Comité de gestion

Art. 10. Le Comité de gestion dispose de toutes les compétences nécessaires à la gestion de l'Office.

Art. 11. Le Comité de gestion établit son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° la périodicité des réunions du Comité de gestion;

2° les règles concernant la convocation du Comité de gestion et l'inscription des points à l'ordre du jour;

3° les règles relatives à la présidence des réunions du Comité de gestion;

4° les règles de délégation de pouvoirs aux membres du personnel ou du Comité de gestion;

Le règlement d'ordre intérieur est soumis pour approbation au Gouvernement de la Communauté germanophone.

Section 3. — Gestion journalière de l'Office

Art. 12. L'Office est administré par son fonctionnaire dirigeant sous le contrôle du Comité de gestion.

Art. 13. Le fonctionnaire dirigeant exécute les décisions du Comité de gestion. Il dirige le personnel et assume la gestion journalière.

Le Comité de gestion fixe les règles relatives à la gestion journalière de l'Office ainsi que les compétences du fonctionnaire dirigeant de l'Office. Ses décisions en la matière sont soumises au Gouvernement pour approbation.

Section 4. — Contrôle

Art. 14. L'Office est soumis au contrôle du Gouvernement conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le Gouvernement fixe, à charge du budget de l'Office, le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au(x) commissaire(s) du Gouvernement visé(s) à l'article 9, § 1er, alinéa 2 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

CHAPITRE III. — Budget et finances

Art. 15. Pour mener à bien ses missions, l'Office dispose des crédits inscrits à cette fin au budget de la Communauté germanophone.

L'Office peut accepter des dons et legs et percevoir toute autre recette.

Art. 16. Dans sa comptabilité, l'Office ouvre un compte destiné à un fonds de réserve sans affectation déterminée, alimenté par d'éventuels excédents de crédits. Le montant maximal du fonds de réserve est fixé à 25.000.000 F. Chaque année, le montant du fonds de réserve est déterminé par l'Office dans les limites du plafond précité. La décision fixant le montant doit être soumise pour approbation au Gouvernement de la Communauté germanophone.

Art. 17. § 1er. L'activité mentionnée à l'article 2, § 1er, 6°, qui consiste à intervenir comme employeur de travailleurs intérimaires, est exercée selon des méthodes commerciales. Elle fait l'objet d'une comptabilité distincte conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Le Gouvernement de la Communauté germanophone fixe les règles relatives à l'application du premier alinéa, notamment en ce qui concerne l'inventaire des biens et liquidités affectés à cette activité et la facturation interne pour les prestations fournies par d'autres services de l'Office de l'emploi ou en leur faveur.

§ 2. Le budget prévu à l'article 2 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public comprend une section particulière reprenant les recettes et les dépenses résultant de l'activité qui consiste à intervenir en tant qu'employeur d'intérimaires.

§ 3. Aucun crédit inscrit au budget de la Communauté germanophone ne peut être utilisé pour financer l'activité consistant à intervenir en tant qu'employeur d'intérimaires.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 18. Par dérogation à l'article 2 du décret-programme du 4 mars 1996, le Gouvernement peut verser à l'Office, avant le 22 janvier 2000, trois douzièmes de la dotation annuelle pour frais de fonctionnement et de personnel inscrite au budget des dépenses de la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 2000.

Art. 19. Dans l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, la catégorie B est complétée comme suit : « Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft » [Office de l'emploi de la Communauté germanophone].

Art. 20. § 1er. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} du décret du Conseil régional wallon du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, le passage « Les agents assermentés de niveau 1 de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne désignés par le Gouvernement sont chargés de surveiller, de rechercher et de constater les infractions aux législations et réglementations suivantes : » est remplacé par le passage suivant « Le Gouvernement de la Communauté germanophone désigne les membres du personnel du Ministère de la Communauté germanophone habilités à contrôler l'application des dispositions légales suivantes et à rechercher et à constater les infractions : »

§ 2. L'article 1er, alinéa 2 et l'article 16 du même décret sont abrogés.

§ 3. Dans l'article 4 du même décret, les mots « Gouvernement wallon » sont remplacés par « Gouvernement de la Communauté germanophone ».

Art. 21. Le présent décret produit ses effets au 1^{er} janvier 2000.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Eupen, le 17 janvier 2000.

K.-H. LAMBERTZ
Ministre-Président,
Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports
B. GENTGES
Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture et du Tourisme
H. NIESSEN
Ministre de la Jeunesse et de la Famille, de la Protection des Monuments,
de la Santé et des Affaires sociales

—————
Note

Session 1999-2000
Documents du Conseil : 25 (1999-2000) n° 1 : projet de décret
25 (1999-2000) n°s 2-7 : propositions d'amendements
25 (1999-2000) n° 8 : rapport
25 (1999-2000) n°s 9-11 : propositions d'amendement relatives au texte adopté par la commission.
Rapport intégral : discussion et vote. — Séance du 17 janvier 2000.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 752 [C – 2000/33021]

**17 JANUARI 2000. — Decreet tot oprichting
van een dienst voor arbeidsbemiddeling in de Duitstalige Gemeenschap (1)**

De Raad van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en opdrachten van de dienst voor arbeidsbemiddeling*

Artikel 1. Er wordt een « Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft » (Dienst voor arbeidsbemiddeling van de Duitstalige Gemeenschap) opgericht, hierna « Dienst » genoemd.

De Dienst is een instelling van openbaar nut bekleed met rechtspersoonlijkheid, ingedeeld in de instellingen van categorie B bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. De Dienst is onderworpen aan de bepalingen van deze wet voor zover dit decreet ervan niet afwijkt.

De Dienst is in Sankt Vith gevestigd.

Art. 2. § 1. In het kader van de aangelegenheid « werkgelegenheid » heeft de Dienst tot taak :

- 1° de aanwerving en de plaatsing van werknemers te organiseren en te bevorderen;
- 2° tegemoet te komen in het loon van de onvrijwillige werklozen van gevorderde leeftijd, van mindervaliden of van personen die om andere redenen als moeilijk te plaatsen worden beschouwd, en die door zijn toedoen worden aangeworven;
- 3° tegemoet te komen in de uitgaven die inherent zijn aan de selectie, de beroepsopleiding of het opnieuw installeren van het personeel dat door de werkgevers wordt in dienst genomen met het oog op de oprichting, de uitbreiding of de overschakeling van ondernemingen;
- 4° tegemoet te komen in de kosten van nieuwe installatie der werkloze werknemers;
- 5° tegemoet te komen in het loon van de werknemers die door de overschakeling van hun onderneming zijn getroffen;
- 6° als werkgever voor uitzendkrachten op te treden;
- 7° aan de uitvoering van programma's voor de wedertewerkstelling van uitkeringsgerechtigde volledig werklozen mee te werken;
- 8° maatregelen uit te voeren in het kader van het outplacement voor ontslagen of met ontslag bedreigde werknemers.

§ 2. In het kader van de aangelegenheid « beroepsopleiding » is de Dienst ermee belast de opleiding en de voortdurende vorming van werkzoekenden en tewerkgestelden alsmede de herscholing te bevorderen en te organiseren, met uitzondering van de Middenstandsvorming en van de beroepsopleiding van de personen die in de landbouw werkzaam zijn.

§ 3. In het kader van de aangelegenheden « werkgelegenheid » en « beroepsopleiding » is de Dienst bovendien ermee belast :

- 1° voor de beroepsoriëntering, de beroepsvoorlichting en de vaststelling van de beroepsgeschiktheid te zorgen;
- 2° aan de voorlichting omtrent de toestand op de arbeidsmarkt mee te werken;
- 3° aan het onderzoek inzake toestand op de arbeidsmarkt en inzake beroepen mee te werken.

§ 4. De opdrachten bedoeld in de §§ 1 tot 3 hebben ook internationale draagwijdte. In het kader van deze opdrachten komt de Dienst de verplichtingen na die bij of krachtens een supranationale wetgeving, met name die van de Europese Unie, opgelegd worden aan de openbare besturen voor tewerkstelling en beroepsopleiding.

Art. 3. In principe zijn de dienstverleningen van de Dienst kosteloos voor bedrijven, werknemers en werkzoekenden.

Op voorstel of op advies van het beheerscomité kan de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, voor bedrijven, bepaalde categorieën werknemers en specifieke dienstverleningen zoals de selectie van het personeel, de plaatsing van uitzendkrachten, de maatregelen tot bekwaaming, het outplacement of de vacaturemelding, afwijkingen toestaan van het kosteloosheidsbeginsel en de kadervoorwaarden voor de tarifiering vastleggen. Het beheerscomité van de Dienst voor arbeidsbemiddeling bepaalt dan de verschillende prijzen.

Art. 4. § 1. De opdrachten van de Dienst worden uitgevoerd met inachtneming van een beheerscontract dat gesloten wordt tussen de Regering van de Duitstalige Gemeenschap en de Dienst.

Het beheerscontract wordt gesloten voor de duur van een zittingsperiode van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2. Het beheerscontract bevat :

- de gegevens over de middelen die de Duitstalige Gemeenschap ter beschikking stelt;
- de gegevens van de Dienst over de kwantitatieve en kwalitatieve doelstellingen, de termijnen en de middelen die vereist zijn om zijn opdrachten te vervullen.

§ 3. Het beheerscontract wordt eenstemmig door de aanwezige leden van het beheerscomité goedgekeurd. Wordt bij de eerste stembeurt de eenparigheid der stemmen niet bereikt, dan wordt de beslissing op een volgende vergadering die ten minste dertig en ten hoogste zestig dagen na de eerste stembeurt plaatsvindt, met de meerderheid genomen.

§ 4. Het beheerscontract wordt door besluit van de Regering aangenomen en treedt in werking op een erbij vastgelegde datum. Binnen dertig dagen wordt het de Raad van de Duitstalige Gemeenschap ter informatie toegestuurd.

§ 5. Een verslag over de uitvoering van het contract wordt jaarlijks door het beheerscomité opgesteld en ten laatste op 30 april van het daaropvolgende jaar aan de Regering van de Duitstalige Gemeenschap overgemaakt. Dit verslag wordt een op basis van een analytische boekhouding uitgevoerde bedrijfsanalyse bijgevoegd.

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap legt het jaarlijks verslag en de bedrijfsanalyse voor het afgelopen jaar ten laatste op 1 juni van het daaropvolgende jaar voor aan de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 5. In het kader van zijn opdrachten kan de Dienst overeenkomsten met binnen- en buitenlandse partners sluiten en is gerechtigd om deel uit te maken van publiek- en privaatrechtelijke rechtspersonen die onderworpen zijn aan de Belgische, een buitenlandse of een supranationale wetgeving.

Deze overeenkomsten kunnen de vorm van een kapitaalparticipatie aannemen.

Deze overeenkomsten en/of de statuten van de rechtspersonen waarvan de Dienst deel uitmaakt, moeten de modaliteiten bepalen voor het toezicht door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Beheer*

Afdeling 1. — Beheerscomité

Art. 6. § 1. De Dienst wordt door een beheerscomité beheerd dat samengesteld is uit :

- 1° een voorzitter;
- 2° vier vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;
- 3° vier vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;
- 4° twee vertegenwoordigers van de gemeenten van het Duitse taalgebied;

5° twee vertegenwoordigers van de secundaire scholen;

6° een vertegenwoordiger van de centra voor opleiding en voortgezette opleiding in de Middenstand;

7° een vertegenwoordiger van de door de Duitstalige Gemeenschap bevorderde inrichtende machten op het gebied van maatregelen inzake beroepsopleiding en -inschakeling.

Stemgerechtigd zijn de leden opgenomen onder de punten 2 tot 7.

§ 2. Maken deel uit van het beheerscomité als lid met raadgevende stem :

1° een door de Regering aangewezen vertegenwoordiger van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap;

2° de leidend ambtenaar van de Dienst;

3° een verder personeelslid van de Dienst dat door de leidend ambtenaar van de Dienst wordt aangewezen en met het secretariaat belast is.

§ 3. De leden van het beheerscomité moeten de Duitse taal machtig zijn. De leden opgenomen in § 1 moeten in een gemeente van het Duitse taalgebied woonachtig zijn.

§ 4. Niet meer dan de helft van de leden opgenomen in § 1 onder de punten 2 tot 7 mogen van hetzelfde geslacht zijn.

§ 5. De hoedanigheid van stemgerechtigd lid van het beheerscomité is onverenigbaar met die van volksvertegenwoordiger, senator, lid van de Waalse Gewestraad, van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, van het Europees Parlement of van de Provincieraad, met die van lid van de Federale Regering, van de Regering van het Waalse Gewest of van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, met die van provinciegouverneur, van lid van de Bestendige Deputatie van de Provincieraad, van arrondissementscommissaris of van personeelslid van de Dienst.

§ 6. Op uitnodiging van het beheerscomité kunnen deskundigen - voor bepaalde punten - de zittingen van het beheerscomité met raadgevende stem bijwonen.

Art. 7. § 1. De Regering van de Duitstalige Gemeenschap benoemt de voorzitter van het beheerscomité. Hij moet ten minste 30 jaar oud zijn, onafhankelijk staan tegenover de organisaties en instellingen die in het beheerscomité vertegenwoordigd zijn, en mag niet onder het hiërarchisch gezag van de Regering of van de regeringsleden staan.

§ 2. De Regering van de Duitstalige Gemeenschap benoemt de in artikel 6, § 1, 2° tot 7° bedoelde leden van het beheerscomité uit dubbele lijsten waarin de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties, de gemeenten, de secundaire scholen, de centra voor opleiding en voortgezette opleiding in de Middenstand alsmede de inrichtende machten op het gebied van maatregelen inzake beroepsopleiding en -inschakeling kandidaten voorstellen. Is er geen gezamenlijke voordracht van de verschillende organisaties, gemeenten, scholen, opleidingscentra of inrichtende machten die kandidaten mogen voordragen, dan kiest de Regering tussen de individuele voordrachten.

§ 3. Binnen een termijn van twee maanden na het schriftelijk verzoek moeten de voordrachten bedoeld in § 2 bij de Regering ter aanwijzing van de kandidaten ingediend worden.

§ 4. Op de in § 2 bedoelde dubbele kandidatenlijsten worden per akte van voordracht telkens een man en een vrouw opgenomen.

§ 5. De leden van het beheerscomité worden voor vijf jaar benoemd. Hun mandaat kan hernieuwd worden.

Het mandaat van de leden van het beheerscomité eindigt door overlijden, vrijwillig ontslag, verval van de burgerlijke of politieke rechten, verlies van het mandaat van de organisatie of instelling die kandidaten mag voordragen, of als één van de onverenigbaarheden bepaald in artikel 6, § 5 voorkomt.

Wordt een mandaat van het beheerscomité vacant, dan benoemt de Regering binnen de drie maanden een nieuw lid overeenkomstig de procedure bepaald in de §§ 1 tot 4. Het nieuwe lid van het beheerscomité voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Art. 8. Het beheerscomité mag slechts een besluit nemen als meer dan de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn. Welke ook het aantal aanwezige stemgerechtigde leden moge zijn, kan het beheerscomité m.b.t. punten die voor de tweede keer op de agenda staan, geldige besluiten nemen.

De besluiten van het beheerscomité worden bij volstreckte meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Wordt bij de eerste stemming geen volstreckte meerderheid bereikt, dan kan het besluit bij relatieve meerderheid genomen worden tijdens een zitting die ten minste 14 dagen na de eerste stemming plaatsvindt. Bij staking van stemmen wordt het voorstel als verworpen beschouwd.

Art. 9. De Regering van de Duitstalige Gemeenschap bepaalt het bedrag van de vergoedingen en van het presentiegeld die de leden van het beheerscomité ten laste van de begroting van de Dienst toegekend worden.

Afdeling 2. — Opdrachten van het beheerscomité

Art. 10. Het beheerscomité beschikt over alle bevoegdheden die tot het beheer van de Dienst nodig zijn.

Art. 11. Het beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op dat inzonderheid volgende aspecten regelt :

1° de frequentie waarop het beheerscomité zitting heeft;

2° de regelen i.v.m. de bijeenroeping van het beheerscomité en de inschrijving van de punten op de agenda;

3° de regelen i.v.m. het voorzitterschap van de zittingen van het beheerscomité;

4° de regelen i.v.m. de overdracht van bevoegdheden aan de leden van het beheerscomité of aan personeelsleden.

Het huishoudelijk reglement wordt de Regering van de Duitstalige Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

Afdeling 3. — Dagelijks beheer

Art. 12. Een leidend ambtenaar heeft de leiding van de Dienst onder het toezicht van het beheerscomité.

Art. 13. De leidend ambtenaar van de Dienst voert de beslissingen van het beheerscomité uit. Hij leidt het personeel en oefent het dagelijks beheer uit.

Het beheerscomité legt de regelen m.b.t. het dagelijks beheer van de Dienst en de bevoegdheden van de leidend ambtenaar van de Dienst vast. Desbetreffende besluiten van het beheerscomité worden de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

Afdeling 4. — Toezicht

Art. 14. De dienst is onderworpen aan het toezicht van de Regering overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen en van het presentiegeld die ten laste van de begroting van de Dienst toegekend worden aan de regeringscommissaris(sen) bedoeld in artikel 9, § 1, lid 2 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

HOOFDSTUK III. — *Begroting en financiën*

Art. 15. Om zijn opdrachten te vervullen beschikt de Dienst over de middelen die daarvoor in de begroting van de Duitstalige Gemeenschap ingeschreven zijn.

De Dienst mag giften en legaten aanvaarden en elke andere ontvangst boeken.

Art. 16. In zijn boekhouding opent de Dienst een rekening die bestemd is voor een reservefonds zonder voorbepaalde bestemming dat door eventuele begrotingsoverschotten gespijsd wordt. Het maximumbedrag van het reservefonds wordt op 25.000.000 BEF vastgelegd. Elk jaar wordt het bedrag van het reservefonds binnen de perken van het bovenvermelde maximumbedrag door de Dienst vastgelegd. De beslissing tot vastlegging van het bedrag moet de Regering ter goedkeuring voorgelegd worden.

Art. 17. § 1. De activiteit als werkgever voor uitzendkrachten, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, 6°, wordt uitgeoefend volgens handelstechnieken. Zij wordt afzonderlijk begroot, overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap bepaalt de regelen voor de toepassing van het eerste lid, inzonderheid wat de inventaris van de goederen en liquiditeiten bestemd voor deze activiteit alsmede de interne facturering van dienstverleningen door of voor andere diensten van de Dienst betreft.

§ 2. De begroting bedoeld in artikel 2 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut bevat een afzonderlijke afdeling met de ontvangsten en uitgaven voortvloeiend uit de activiteit als werkgever van uitzendkrachten.

§ 3. Er mogen geen middelen van de begroting van de Duitstalige Gemeenschap gebruikt worden om de activiteit als werkgever van uitzendkrachten te financieren.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 18. In afwijking van artikel 2 van het programmadecreet van 4 maart 1996 kan de Regering - vóór 22 januari 2000 - drie twaalfden van de jaarlijkse dotatie voor de werking en het personeel die op de uitgavenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000 ingeschreven is, aan de Dienst uitbetalen.

Art. 19. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt de Categorie B als volgt aangevuld : « Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft » (Dienst voor arbeidsbemiddeling van de Duitstalige Gemeenschap).

Art. 20. § 1. In artikel 1, lid 1 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid wordt de passus « De door de Regering aangewezen beëdigde personeelsleden van niveau 1 van de Afdeling Tewerkstelling en Vorming van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest zijn belast met het opsporen en het vaststellen van overtredingen van de onderstaande wetgeving : » vervangen door de passus « De Regering van de Duitstalige Gemeenschap wijst de personeelsleden van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap aan die bevoegd zijn om de naleving van de onderstaande wetgeving te controleren en om de overtredingen op te sporen en vast te stellen : ».

§ 2. Artikel 1 lid 2 en artikel 16 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

§ 3. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden « Waalse Regering » door de woorden « Regering van de Duitstalige Gemeenschap » vervangen.

Art. 21. Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2000.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Gegeven te Eupen, op 17 januari 2000.

K.-H. LAMBERTZ

Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport

B. GENTGES

Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme

H. NIESSEN

Minister van Jeugd en Gezin, Monumentenzorg, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

Nota

Zitting 1999-2000

Bescheiden van de Raad : 25 (1999-2000) nr. 1 ontwerpen van decreet

25 (1999-2000) nrs. 2-7 voorstellen tot wijziging

25 (1999-2000) nr. 8 verslag

25 (1999-2000) nrs. 9-11 voorstellen tot wijziging betreffende de tekst aangenomen door de commissie.

Integraal verslag : discussie en aanneming. — Zitting van 17 januari 2000.